

Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture paysanne, Betty Wampfler, François Doligez, Cécile Lapenu. Les Cahiers de l'Institut des régions chaudes-SupAgro, Montpellier, 2010, 148 p.

Jean-François Draperi

Numéro 320, avril 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020915ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020915ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Draperi, J.-F. (2011). Compte rendu de [*Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture paysanne*, Betty Wampfler, François Doligez, Cécile Lapenu. Les Cahiers de l'Institut des régions chaudes-SupAgro, Montpellier, 2010, 148 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (320), 121–122.
<https://doi.org/10.7202/1020915ar>

Tous droits réservés © Recma, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

la liste des auteurs cités, pas plus que le Walras des *Études d'économie sociale*, dont l'ambition est pourtant de concilier les logiques de l'intérêt et de la justice. Hugues Puel ne voit clairement pas une contribution majeure, ni même significative, de la part de l'économie sociale à cette question de l'articulation entre l'éthique et l'économie. Il n'y consacre d'ailleurs que quelques pages dans lesquelles il oppose un mouvement associatif, qu'il assimile à l'économie solidaire, à un mouvement coopératif qu'il qualifie de « *très minoritaire* » et des mutuelles qui « *quand elles réussissent sont phagocytées par les logiques capitalistes* ».

Eric Bidet ●

Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture paysanne

Betty Wampfler, François Doligez, Cécile Lapenu. Les Cahiers de l'Institut des régions chaudes-SupAgro, Montpellier, 2010, 148 p.

Ce guide opérationnel allie réflexions macro-économiques et macro-sociales et propositions concrètes autour de la relation entre les producteurs agricoles familiaux, leurs organisations et les institutions de financement.

Le livre comprend sept chapitres et quatre annexes. Les auteurs dressent dans un premier temps l'évolution du financement de l'agriculture, du « crédit agricole » au « marché financier », et montrent combien l'activité agricole, complexe et aux résultats toujours incertains, est difficile à financer, spécialement dans le cadre d'un marché financier. Ce point est développé dans le deuxième chapitre, qui se penche sur l'analyse des besoins des organisations professionnelles agricoles (OPA). Pour répondre à ces besoins, les OPA développent des stratégies : internationalisation d'un service de crédit, création d'une institution de microfinance « fille » de l'OPA ou développement d'un partenariat avec une institution de microfinance existante (ch. 3). Lorsque l'on veut satisfaire l'accès des producteurs

aux services financiers, comment choisir un partenaire financier fiable ? Comment négocier les conditions de partenariat ? Comment faciliter et sécuriser la relation financière entre les membres de l'OPA et l'institution financière (ch. 4) ? Lorsque c'est l'OPA elle-même qui recherche un appui financier, comment démontrer l'intérêt et la viabilité du projet économique de l'OPA et comment choisir l'institution financière, puis négocier avec elle (ch. 5) ?

Après s'être adressés aux OPA, les auteurs se tournent vers les institutions financières. Sont passés en revue l'usage des nouvelles technologies de l'information, les prêts à moyen et long termes, le crédit bail, la location vente (*leasing*), le crédit-stockage (*warrantage*), les assurances, le conseil de gestion. Simultanément, les auteurs mettent en garde contre la prolifération des produits que l'on constate actuellement dans les organismes de microfinance. Il s'agit de répondre au mieux aux besoins des OPA et il est souvent préférable d'améliorer un produit existant, de l'adapter à la demande plutôt que de lancer un nouveau produit qui contribue à opacifier l'offre (ch. 6). Précisément, comment évaluer la pertinence d'une offre ? Le livre présente le processus de développement d'un produit financier intégrant aussi bien l'étude de marché ou le calcul des coûts que la méthodologie opérationnelle, les facteurs humains et le prototypage du produit. Le dernier chapitre revient sur le rôle possible des OPA dans les politiques publiques de financement de l'agriculture. S'appuyant sur un remarquable exemple d'alliance entre des OPA et des institutions de microfinance en Bolivie et sur une étude participative dans six filières de production (quinoa, fève, pêche, camélidés – l'élevage des lamas –, lait, riz, artisanat), les auteurs montrent que les OPA peuvent avoir un impact important sur les politiques publiques... à condition que les pouvoirs publics acceptent de voir émerger des contre-pouvoirs. Ainsi le rôle en termes de conseil technique et économique des OPA est-il fréquemment apprécié de leurs partenaires publics, alors que leur rôle de représentation des intérêts agricoles l'est beaucoup moins...

Enfin, l'ouvrage décrit les défis que doit relever l'action publique sur le financement agricole : la segmentation excessive des politiques de financement ; les enjeux extra-agricoles ; l'articulation d'actions aux niveaux local, régional, national, international ; le manque d'information et de formation ; la construction d'une position commune face au risque de conflit d'intérêts dans la gestion des services financiers ; coordonner et rendre viables les services d'appui aux producteurs (ch. 7). Les annexes méritent mieux que leur appellation : elles permettent de finaliser l'appropriation du guide à partir d'exemples très stimulants. Au-delà de son ambition opérationnelle, ce guide constitue également le meilleur argumentaire qui soit pour celles et ceux qui s'intéressent à la question du développement des agricultures familiales et souhaitent aller au-delà des critiques générales de l'agro-business ou des leçons plus ou moins simplistes tirées du seul bon sens. Sur le plan épistémologique, il témoigne de la fécondité de la démarche de recherche-action-formation à laquelle l'économie sociale est si attachée, fécondité qui s'exprime par l'articulation remarquable entre l'analyse distanciée et les propositions techniques et pratiques. Sur le fond, si vous pensez que 1) l'agriculture paysanne est indispensable pour nourrir le monde, 2) qu'elle ne peut se passer d'un soutien financier et 3) que les associations et les acteurs publics ont un rôle à jouer pour la soutenir, ce livre est pour vous. Si vous ne le pensez pas, ce livre va vous en convaincre. **Jean-François Draperi** ●

Démocratiser l'économie

Hugues Sibille, Tarik Ghezali, Grasset. 2010, 138 pages.

Dans leur ouvrage consacré à la démocratisation de l'économie, Hugues Sibille et Tarik Ghezali⁽¹⁾ s'attaquent à une question récurrente dans notre histoire sociale : la démocratie économique,

question familière aux praticiens et analystes de l'économie sociale et solidaire. Contrairement au discours des économistes qui réclament un retour de la régulation publique, ils affirment une conviction forte : la sortie de crise « *ne sera pas keynésienne* ». Ce ne sera pas une économie mixte, mais une économie plurielle qui nous permettra de sortir des dégâts opérés par les dérégulations. Dans ces nouvelles « *régulations citoyennes et entrepreneuriales* » (p. 10), les sociétés de personnes devraient jouer un rôle important pour contrebalancer le pouvoir des actionnaires et des managers qui a conduit à la financiarisation de l'économie. La perspective d'une plus forte valorisation de la coopération est séduisante, mais l'argumentation n'est pas dénuée d'ambiguïtés.

La concurrence, seul moteur de l'innovation ?

Si l'économie sociale apparaît comme le socle historique de cette transformation, l'approche de l'économie solidaire est complètement absente (ce qui est particulièrement étonnant quand on se souvient que Hugues Sibille, alors délégué interministériel à l'économie sociale, a été un ardent militant du rapprochement entre économie sociale et économie solidaire à la fin des années 90). De ce fait, « *la querelle des anciens et des modernes* » opposerait une économie sociale historique (encore moderne ou dépassée car incapable de défendre des intérêts autres que ceux des couches incluses ou intégrées ? Les deux appréciations se succèdent) et une société civile qui « *se met en marche* », notamment sous l'impulsion des « *entrepreneurs sociaux innovants* » (p. 53).

Le marché est en effet incontournable et il « *oblige à se remettre en cause* ». « *Les entrepreneurs sont plus que d'autres amenés à se remettre en cause eux-mêmes* » (p. 85) ; seuls les entrepreneurs sociaux sont attentifs aux nouveaux besoins sociaux. Nul ne doute que la concurrence est un puissant stimulant quand elle fonctionne réellement, mais elle est également sélective ; en revanche, les auteurs semblent oublier un peu rapidement toute la capacité de mobilisation

(1) Respectivement : vice-président du Crédit coopératif, président de l'Avisé et d'Ides-Esfin ; délégué général du Mouves (www.mouves.org) et co-animateur du Labo de l'ESS.